

Les Bourses et les marchés financiers ont imposé leur loi : sous leur pression, les Grecs ont remplacé au pied levé un Premier ministre socialiste élu, Georges Papandréou, pour lui faire succéder Lucas Papademos, un ancien fonctionnaire de la Banque centrale européenne, et les Italiens placé un autre technocrate issu du monde de la finance, un économiste et ancien commissaire européen Mario Monti, en remplacement du redoutable Silvio Berlusconi.

Ce coup d'éclat des marchés a été salué par un rebond spéculatif sur la dette publique : le rendement sur dix années de la dette italienne est remonté au-dessus de sept pour cent dans les vingt-quatre heures qui ont suivi la nomination de Monti.

«Il est plus qu'ironique que les deux fondateurs des civilisations occidentales — les Grecs et les Romains — qui furent parmi les premiers à expérimenter la démocratie, laissent maintenant des eurocrates non élus gérer leurs affaires économiques», déplorent Matthias Matthijs et Mark Blyth dans une récente étude parue dans *Foreign Affairs* (*).

Les auteurs de l'étude y voient de dangereuses similitudes avec la situation qui a prévalu dans les années 1930 qui ont vu des «démocrates faibles» écartés au profit de dirigeants forts à la demande des créanciers internationaux. On sait comment cela s'est terminé.

Ce que les économistes américains appellent une «crisis of design» (crise de la conception) est associé par les faucons de la fiscalité à des paramètres budgétaires, soutenant, par exemple, que la Grèce a négligé ses dépenses publiques, gonflé le train de vie de son Etat et accédé à un système de retraite trop généreux. Partant du «syndrome grec», ils ont généralisé la thèse à toute l'Europe. A l'image des élites allemandes, ils reprochent aux pays méditerranéens d'être à la traîne en matière de compétitivité et de distribuer des salaires réels «trop élevés». D'autres encore insistent sur les déséquilibres macroéconomiques à l'échelle intra-européenne.

A ce titre, et pour l'essentiel, la crise de la dette n'est pas celle de l'euro mais celle de l'incapacité de certains pays de la périphérie à regagner leur compétitivité. Les écarts de productivité sont reconnus au plus haut niveau politique, avec la formulation, début février 2011, de l'idée de «pacte de compétitivité» par Angela Merkel.

La profondeur et la durée de la crise de la dette sollicitent, du point de vue des auteurs de l'étude, «un compte-rendu plus complexe, systémique et historique» pour ne pas avoir à blâmer le dernier véhicule à

avoir traversé un pont qui vient de s'effondrer.

Dans l'écheveau factoriel qui participe à l'explication, ils pointent du doigt ce qu'ils appellent «une racine commune» : l'échec de l'Allemagne à agir comme une puissance hégémonique responsable en Europe.

Relisant *The World in Depression : 1929-1939* de Kindleberger (paru en français sous le titre : *La Grande Crise Mondiale 1929-1939*), ils soutiennent dans son sillage que «la crise de 1929 était aussi large, aussi profonde et aussi longue parce que le système économique international a été déstabilisé par l'impuissance britannique et la réticence des Etats-Unis à assumer la responsabilité de le stabiliser».

Leur relecture de l'historien de l'économie et spécialiste américain de l'économie internationale, Charles Poor «Charlie» Kindleberger, également connu pour être un des tenants de la «stabilité hégémonique», est d'une actualité brûlante.

Remettant au goût du jour le dernier chapitre du livre, ils soutiennent que la résistance de tout système économique international a besoin «d'un stabilisateur, un seul stabilisateur» qui doit assumer cinq responsabilités :

- maintenir un marché relativement ouvert de façon à être un acheteur de dernier ressort ;
- accorder des prêts contracycliques ou au moins des prêts stables à long terme ;
- assurer un système de taux de change relativement stables ;
- assurer la coordination des politiques macroéconomiques ;
- servir de prêteur de dernier ressort.

L'Allemagne échoue à faire face à ces cinq responsabilités aujourd'hui, comme les Etats-Unis ont failli dans les années 1930.

S'agissant du premier point (celui de maintenir un marché relativement ouvert de façon à être un acheteur de dernier ressort), plutôt que d'intervenir comme «acheteur de dernier ressort, en fournissant aux pays périphériques un débouché pour leurs produits «en souffrance», les Allemands ont accueilli avec enthousiasme la vente de leurs produits manufacturés dans l'espace de la périphérie. Selon Eurostat, l'excédent commercial de l'Allemagne avec le reste de l'UE s'est accru pour passer de 46,4 milliards d'euros en 2000 à 126,5 milliards en 2007. L'évolution des excédents commerciaux bilatéraux de l'Allemagne avec les pays méditerranéens est particulièrement significative. Entre 2000 et 2007, le déficit grec des échanges annuels avec l'Allemagne est passé de 3 à 5,5 milliards d'euros, celui de l'Italie a doublé, croissant

de 9,6 à 19,6 milliards, celui de l'Espagne a presque triplé (de 11 à 27,2 milliards) et celui du Portugal a été multiplié par quatre, passant de 1 milliard à 4,2 milliards.

Entre 2001 et 2009, l'Allemagne a réduit sa consommation pour épargner davantage : elle a enregistré une chute de sa consommation finale totale (de 78,5% du PIB à 74,5%), alors que son taux d'épargne brute est passé de moins de 19% du PIB à près de 26% au cours de la même période.

En examinant le second levier (accorder des prêts contracycliques), ils aboutissent à la conclusion inverse de ce qui était attendu : les prêts allemands à la zone euro ont été pro-cycliques, à termes réduits. Soit indirectement (par l'achat d'obligations, soit directement (en étalant son taux de change par l'euro), l'Allemagne a essentiellement prêté de l'argent à la périphérie pour qu'elle lui achète ses marchandises. Pendant le boom économique de 2003-2008, elle a été l'un des deux plus grands créanciers nets de la zone euro (après la France). Lorsque la crise financière avait commencé à dégénérer, en 2009, elle avait brusquement fermé son portefeuille alors que l'Europe du Sud exprimait un besoin vital de financements à long terme.

Quant à assurer un système de taux de change relativement stable — troisième responsabilité —, l'euro donne aux pays qui l'ont adopté «un flottement extérieur commun», avec la crédibilité que lui confère sa fonction de «réserve mondiale potentielle» et la cote de crédit de ses membres. Au cœur de la zone euro s'affirme la conviction que si les Etats membres conviennent de règles communes effectives quant aux niveaux admissibles d'endettement, de déficits publics et d'inflation, leurs économies convergeront et le même taux de change profitera à tous les membres. Cela est vrai en théorie, mais seulement tant que les pays respectent les règles. L'Allemagne, dont on attendait qu'elle donne l'exemple pour avoir été l'artisan de nombre de ces règles, a manqué «de leadership et de responsabilité» quand elle a brisé le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) en 2003 en envoyant le signal vers les plus petits pays que la prodigalité budgétaire resterait impunie.

S'agissant de la quatrième responsabilité (celle d'assurer la coordination des politiques macroéconomiques), dans ce domaine les auteurs considèrent que «l'Allemagne a échoué spectaculairement, en insistant pour que le reste du monde suive son propre modèle économique de croissance orientée vers l'exportation». «La croissance allemande, après tout, a été partiellement alimentée par la demande en



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

Europe du Sud (rendue possible par l'excès d'épargne allemande).»

Enfin, le modèle mis au point par Kindleberger aurait voulu que l'Allemagne — ou, plutôt, la BCE, qui est dominée par l'Allemagne — agisse comme prêteur de dernier recours en fournissant des liquidités au plus fort de la crise.

Au lieu de cela, l'Allemagne s'est contentée de se ranger derrière les conditionnalités draconiennes du FMI, notamment les mesures d'austérité budgétaire — en échange d'une liquidité limitée.

«Tout au long du XX^e siècle, les élites européennes avaient été tourmentées par le «problème allemand» — le fait que l'Allemagne était trop forte, trop puissante et trop dynamique économiquement comparativement au reste de l'Europe. La solution avait été de «tirer l'Allemagne vers le bas» à travers l'Otan et l'intégration européenne. «Le problème aujourd'hui n'est pas la force allemande, mais la faiblesse allemande — sa réticence à assumer son rôle hégémonique», déplorent, amers, nos deux experts.

A. B.

(*) Matthias Matthijs and Mark Blyth, «Why Only Germany Can Fix the Euro», *Foreign Affairs*, 17 novembre 2011.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Des fleurs, un chardonneret royal et la brigade des stupés !

Claude Guéant, ministre français de l'Intérieur, attendu le 4 décembre prochain à Alger. Décidément ...

... y a trop d'étrangers en Algérie !

Qu'est-ce qui va se passer si la loi sur l'information présentée aux députés ces dernières heures passe telle quelle, est adoptée ? Ben, je vais tout de suite vous le dire. Ou plutôt vous l'écrire. Si cette loi était consacrée par les «élus de le peuple», voilà à quoi vous auriez droit tous les matins, dans cet espace :

Fleur ! Ô ! Fleur !

Fleur ! Ô ! Douce fleur aux pétales dont le velours incite à la caresse, de ta vue je ne me repais jamais. Mes yeux sont inondés de bonheur à peine contenu au spectacle virginal de ton cœur palpitant et qui s'ouvre aux premiers rayons d'un soleil intimidé par ta grâce irradiante. Sur ta peau ferme et tendre en même temps, la rosée fait manteau, écrin te protégeant des effluves extérieurs, te drapant d'un halo enchanteur. Tout autour de toi, à tes pieds comme en pâmoison, les herbes folles rivalisent de dandinements et de malicieux contorsionnements pour espérer attirer ton attention. En vain. Aérienne, presque lointaine, tu te conjuges aux nuages soudain diaphanes, entrelacs ouateux qui fait couronne autour de ta tête. Fleur ! Ô ! Douce fleur ! L'envie d'approcher mes lèvres de...

Et j peux continuer comme ça sur 24 pages. Parce qu'avec la nouvelle loi sur l'info, ce n'est plus seulement l'espace de 30 lignes

dédiées à la chronique qu'il faudra remplir, mais bien celui de tout le canard. De la Une à la der ! D'ailleurs, réflexion faite — tant qu'on nous laisse encore réfléchir un peu — je me demande si dans le texte en phase d'adoption, il n'existe pas un alinéa consacré aux fleurs ! Ben oui ! Faut pas rire ! Dans l'esprit du nouveau code, les fleurs, on ne peut pas en parler n'importe comment ! On peut les considérer comme faisant partie du patrimoine national. Qui m'autoriserait ainsi à vouloir approcher mes lèvres d'un truc du patrimoine, hein ? N'y a-t-il pas là une allusion grave, voire porno, et donc attentant aux valeurs sacrées de la nation ? Même chose pour ces herbes folles que je convoque à un moment donné dans mon texte. Ne suis-je pas en train de pointer du doigt de manière insidieuse le drame du système de santé algérien et la qualité de la prise en charge des personnes déficientes mentales ? Donc de porter atteinte au ministre, donc à un représentant de l'autorité de l'Etat, donc à l'Etat lui-même ? Du coup, même les fleurs, je suis bien obligé de les mettre sur liste rouge. Les chardonnerets ! Peut-être vais-je oser une chronique demain sur les chardonnerets ? Zut ! Même pas ! Les meilleures bestioles sont importées en douce du Maroc. A coup sûr, si j'évoque ici les chardonnerets, on va me soupçonner de vouloir interférer dans le dossier sahraoui, dans les relations entre Alger et Rabat et donc, de m'immiscer dans les affaires étrangères, domaine de souveraineté nationale par excellence, donc fermé à la presse «dorénavant». Du coup, wallah, je n'ose plus rien écrire. Pis ! J'ai même peur de terminer cette chronique par «je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.» Des fois que la brigade des stupés patrouillerait dans les parages. Rabbi Yestar !

H. L.

